



La CGT  
des établissements  
d'Enseignement supérieur  
et de Recherche

*Pour un Service public national  
d'Enseignement supérieur et de Recherche,  
laïque, démocratique et émancipateur*

# Le HCERES tombe le masque

Il agit désormais clairement au service de l'idéologie néolibérale et du gouvernement pour accélérer la destruction programmée de l'Enseignement Supérieur public

18 février 2025

La sanction commence à tomber. Dans de nombreuses universités, les rapports et avis HCERES de la vague E (Hauts-de-France et Ile-de-France, Réunion et Mayotte) arrivent en ce moment. Ils mettent au pilori de larges pans des offres de formation, en particulier pour les formations de second cycle. La proportion d'avis négatifs est en augmentation exponentielle soudaine par rapport aux deux vagues précédentes.

Pour la CGT FERC Sup, les motivations de ce constat accablant ne sont pas à chercher du côté des formations ou des travailleurs et des travailleuses de l'ESR. Dans une économie de pénurie, ils maintiennent un niveau hors de comparaison avec leurs pseudo-homologues du secteur privé, lequel est en pleine croissance grâce au soutien et à la masse d'argent public que les gouvernements successifs leur allouent depuis des années.

Le constat accablant se situe bien plutôt du côté d'une instance d'évaluation qui, cette fois, est allée trop loin dans le déversement massif et outrancier de critiques qui n'ont pas d'autre fin que délégitimer les efforts des collègues après les avoir épuisés en servitudes bureaucratiques. Il y a manifestement une volonté de disqualifier massivement les formations universitaires qui ne seraient pas assez « professionnalisantes », à commencer par les ALL-SHS et les sciences fondamentales. Il s'agit de pousser les établissements à les fermer ou à les réduire, en leur donnant un faux argument pour le faire, dans un contexte où, depuis plusieurs décennies et de façon brutalement accélérée en 2025, l'État veut imposer une réduction drastique des financements des services publics, dont celui d'enseignement supérieur et de recherche. On est frappé, dans ces avis, par le nombre hallucinant, habituellement élevé mais désormais massif, d'erreurs factuelles et d'interprétations manifestement biaisées par le référentiel idéologique implicite du HCERES.

Que reste-t-il lorsque, d'entrée de jeu, le « pilotage et l'amélioration » de l'ensemble des formations sont caractérisés comme « déficients » ? Que peut-on espérer améliorer lorsque les échanges entre collègues et étudiant-es sont, d'un trait de plume, jugés « inexistantes » dès lors qu'ils ne prennent pas la forme d'une « évaluation » des premiers par les seconds ? À la fin, que faut-il faire pour espérer l'aval de l'HCERES lorsque « l'adossement à la recherche » est tout simplement jugé « faible », au mépris de la substance même d'un enseignement universitaire fondamentalement issu de la recherche ? L'HCERES pense-t-elle vraiment que les enseignant-es et enseignant-es-chercheur-es ne sont pas impliqués dans « l'amélioration continue » de leurs formations ? Que dire du reproche de ne pas « professionnaliser » les étudiant-es alors même qu'il est reconnu que « de nombreux étudiant-es de la formation sont déjà engagés dans leur vie professionnelle » ? Que dire du reproche de ne pas recruter davantage d'étudiant-es étrangers ? La CGT FERC Sup rappelle que pendant les Jeux Olympiques les étudiant-es ont été chassés de leurs logements des résidences universitaires du CROUS et que seuls les étranger-es hors Union Européenne ne les ont pas récupérés !



Attaque politique et idéologique, volonté de faire rentrer dans le rang des collègues et des formations qui ne se plient pas aux exigences d'employabilité du patronat, ces évaluations innommables sont une étape supplémentaire pour faire éclater le service public d'ESR, gratuit, ouvert à tous et toutes et émancipateur, en touchant tout particulièrement des établissements de secteurs défavorisés.

Dans nombre d'universités, la coupe est pleine. Pour la CGT FERC sup, il est clair que les travailleuses et travailleurs de l'ESR n'ont rien à espérer d'une agence d'évaluation qui en arrive à déqualifier tout ce qui fait l'identité unique de la formation universitaire.

Nous avons tout à gagner à répondre collectivement à un péril qui n'avait jamais, jusqu'ici et avec une telle évidence, concerné notre communauté scientifique et pédagogique entière. Plus que jamais, la réponse doit être une solidarité de service public, et un refus catégorique de trier nos formations sur la base des évaluations HCERES.

**Mobilisons-nous** au niveau local et national aux côtés des étudiant·es lors des trois "jeudis noirs" de l'ESR les 20, 27 février, et 6 mars, et le samedi 8 mars lors de la journée internationale pour les droits des femmes, ainsi que le mardi 11 mars à l'occasion du CNESER consacré au budget 2025.

**Partout notre voix, celle des travailleurs et travailleuses, doit se faire entendre pour que cesse ces « évaluations » perverses, pour refuser de s'y soumettre, et pour que soit remis en place un véritable projet de service public national d'Enseignement Supérieur et de Recherche, laïque, démocratique et émancipateur !**

**Dans ce but, la CGT FERC Sup revendique :**

- un investissement massif dans l'ESR, avec la hausse du financement récurrent et pérenne d'État et la fin du financement par projet,
- l'ouverture des postes statutaires nécessaires,
- la dissolution de l'HCERES et la reconstruction d'une évaluation de la recherche par les pairs dans un cadre national et collégial.